Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick

2016 2017 RAPPORT ANNUEL

ÉNONCÉ DE MISSION

Le droit à la portée de la population

Le Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick (SPEIJ-NB) est un organisme sans but lucratif et un organisme de bienfaisance enregistré. Il a pour mandat de mettre sur pied divers produits et services éducatifs bilingues en matière d'information juridique en vue de promouvoir l'accès du grand public à l'appareil judiciaire. Il vise à aider les justiciables à connaître et à comprendre leurs obligations et leurs droits en vertu de la loi afin d'accroître leur capacité de faire face à des situations juridiques.

Pour répondre aux divers besoins en matière d'information de la population néo-brunswickoise, le SPEIJ-NB a établi les objectifs suivants :

(i) Répondre aux demandes d'information des particuliers et de la collectivité au sujet du droit, de l'appareil judiciaire, des sources d'aide juridique et de la réforme du droit.

(ii) Fournir au public davantage d'information générale et facile à comprendre sur la loi de même que de l'information juridique sur des sujets précis;

(iii) Aider les gens à mieux comprendre les répercussions de la loi sur leurs activités quotidiennes et à apprendre à se débrouiller;

(iv) Faire fonction d'organisme central de diffusion d'information juridique en faisant connaître et en rendant accessibles les ressources juridiques de la collectivité, tout en encourageant la coordination des initiatives d'éducation juridique publique.

Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick

C.P. Box 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1

Téléphone : (506) 453-5369
Télécopieur : (506) 462-5193
Courriel : pleisnb@web.ca

Sites Web www.legal-info-legale.nb.ca
www.familylawnb.ca
www.youthjusticenb.ca
www.thehealingjourney.ca

Juin 2017 **ISBN: 978-1-4605-0429-1**

RAPPORT DE LA **DIRECTRICE GÉNÉRALE**

Le dernier exercice financier s'est avéré quelque peu tumultueux en raison d'un important roulement de personnel. La Ligne d'information sur le droit de la famille est celle qui a subi le plus lourdement les contrecoups. Grâce au partenariat avec la faculté de droit de l'Université du Nouveau-Brunswick et à son nouveau programme expérientiel en matière d'apprentissage, nous avons heureusement pu former deux étudiants de dernière année afin de nous prêter main-forte. Cela s'est avéré une excellente expérience enrichissante pour le SPEIJ-NB, et les étudiants participants qui ont pu entrer en relation avec des clients confrontés à des problèmes de droit familiaux de la vie réelle.

Dans l'ensemble, le SPEIJ-NB a vécu une autre année exceptionnelle. Nous avons poursuivi nos activités centrales, avons offert avec succès 29 ateliers en matière de droit familial dans l'ensemble de la province, avons amélioré nos sites Web et avons proactivement réalisé un travail de promotion et de diffusion de nos publications.

Nous avons également entrepris plusieurs nouveaux projets. Pour l'un d'entre eux, nous avons conclu un partenariat de cinq ans avec les Services aux victimes du ministère de la Justice et de la Sécurité publique afin de créer des ressources éducatives sur la planification de la sécurité destinées aux femmes victimes de violence de la part de leur partenaire intime. Conçu pour les femmes vivant dans une relation de violence, le nouvel outil d'autoassistance évalue leur risque personnel et propose des mesures pour atténuer ce risque. Nous avons également produit quatre fiches sur la planification de la sécurité et entrepris deux jours de formation destinée aux membres du personnel provincial des Services aux victimes pour les aider à utiliser en toute efficacité la trousse des ressources. Au cours des quatre prochaines années, nous réviserons et mettrons à jour toutes les publications des Services aux victimes, publierons de nouveaux documents destinés aux enfants et aux victimes de maltraitance vivant dans les réserves, puis évaluerons la pertinence des nouveaux plans.

Dans le cadre d'un projet financé par Justice Canada, nous avons rédigé un manuel sur les questions liées au droit de la famille pour les immigrants ainsi qu'une brochure en espagnol sur le droit de la famille.

Le dépôt du rapport annuel constitue l'occasion de remercier le personnel de SPEIJ-NB, les membres du conseil d'administration, les organismes partenaires pour leur dévouement, ainsi que les nombreux avocats qui ont joué un rôle essentiel dans l'éducation du public en matière de droit. Cet éditorial ne serait pas complet si je n'exprimais pas ma profonde gratitude à Justice Canada, à la Fondation pour l'avancement du droit du Nouveau-Brunswick et au Cabinet du procureur général du Nouveau-Brunswick qui, depuis 28 ans, nous accordent un financement de base et nous aident par un soutien en nature.

Nous nous réjouissons à l'avance des nouvelles occasions qui seront créées pour promouvoir l'accès à la justice dans l'année à venir.

Deborah Doherty, Ph.D.
Directrice générale

PERSONNEL

Conseil d'administration 2016-2017

Le conseil d'administration est heureux d'accueillir une nouvelle membre, Martha McClellan, qui représentera la faculté de droit de l'Université du Nouveau-Brunswick. Nous tenons à saluer l'immense travail accompli par notre vice-présidente, Kim Poffenroth, qui a mis fin à son mandat en mars 2017.

Clea Ward (présidente)
McInnes Cooper

Kim Poffenroth (vice-présidente),
Première conseillère législative, Services législatifs, Cabinet du procureur général

Suzanne Bonnell-Burley
Directrice des services à la consommation, Commission des services financiers et des services aux consommateurs

Robert LeBlanc
Faculté de droit, Université de Moncton,

Martha McClellan
Directrice du développement de carrière et des relations extérieures, Faculté de droit, Université du Nouveau-Brunswick

Jason Dempsey
Phillips Dempsey, Moncton

Personnel 2016-2017

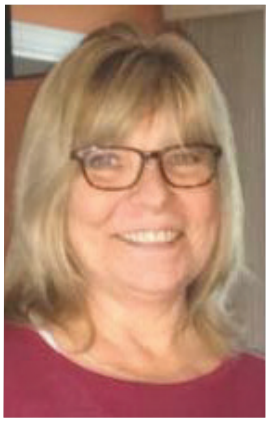
Nous avons dit au revoir à Chris MacKay, Jennifer Weston, Ashley Bard and Tammy Pitre. Meilleurs voeux à tous.

Personnel actuel ou nouveau
Deborah Doherty, Ph. D., directrice générale

Judy Sembinelli, commise comptable, coordonnatrice des ateliers en droit du travail

Emma Thompson, adjointe administrative, programme Pour l'amour des enfants (PAE)

Étudiants en droit
Juliette Cormier, recherchiste juridique, UNB
Spencer Flynn, commis de bureau



Judy Sembinelli

Spencer Flynn **Juliette Cormier**

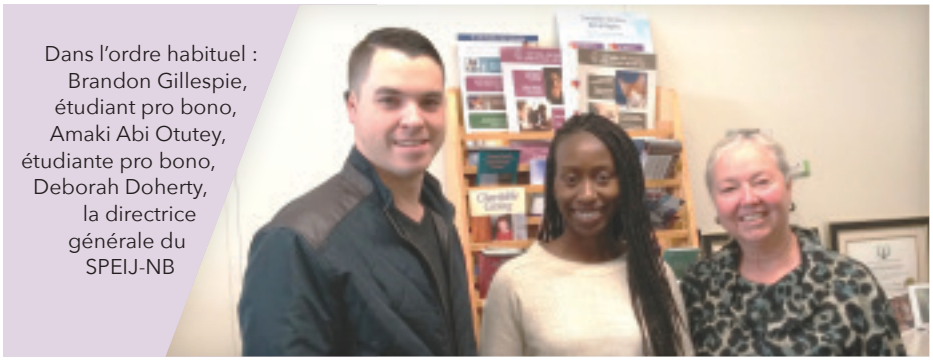
Bénévoles 2016- 2017

Étudiants pro bono :

Université de Moncton
Nicolas LeBlanc
Jonathan Clavette

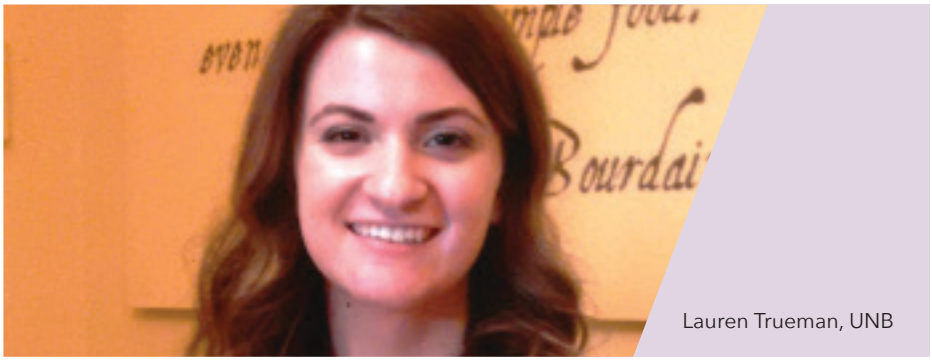
Dans l'ordre habituel : Jennifer Weston, Recherchiste juridique SPEIJ-NB, Nicolas LeBlanc, étudiant pro bono, Jonathan Clavette, étudiant pro bono

Université du Nouveau-Brunswick
Amaki Otuteye
Lauren Trueman



Dans l'ordre habituel : Brandon Gillespie, étudiant pro bono, Amaki Abi Otutey, étudiante pro bono, Deborah Doherty, la directrice générale du SPEIJ-NB

Étudiants en droits, intervention clinique : (UNB)
Brandon Gillespie
Laura Boyd



Lauren Trueman, UNB

Laura Boyd, UNB

PROGRAMMES ET SERVICES

Ligne d'information sans frais sur le droit de la famille : 1-888-236-2444

La ligne d'information sans frais sur le droit de la famille, qui est offerte en collaboration avec la Division des services aux tribunaux du ministère de la Justice et de la Sécurité publique, constitue le point d'entrée au cours gratuit d'éducation parentale à l'intention des parents qui se séparent et l'accès à l'agent de la ligne d'information sur le droit de la famille.

- **Pour l'amour des enfants (PAE) :** Au total, 1 349 participants se sont inscrits au cours. Sur ce chiffre, 928 ont assisté aux cours. Environ de 56 % des participants étaient des femmes. Les cours étaient offerts en français et en anglais. Toutefois, 83 % des inscrits ont suivi les cours en anglais. En partenariat avec les Services aux tribunaux, des efforts ont été déployés au moyen d'une campagne sur les médias sociaux pour mieux faire connaître l'existence du cours. En général, les participants ont été dirigés vers ce cours sur recommandation des amis et membres de la famille (31%), suivis du personnel des tribunaux (23 %).

- **Agent de la ligne d'information sur le droit de la famille :** Le personnel des tribunaux, le personnel de l'aide juridique et les avocats de pratique privée ainsi que les organismes communautaires dirigent volontiers les personnes ayant des questions d'ordre général sur le droit de la famille ou les démarches judiciaires à la ligne d'information sur le droit de la famille. Ainsi, 36 % des appels provenaient du personnel de tribunaux et 33 % provenaient de personnes qui ont découvert l'existence des ateliers sur Internet. Malgré le roulement de personnel survenu au cours de l'année et le décalage qui a pu exister par rapport à la dotation du personnel, la ligne d'information a répondu à 1 791 appels uniques au cours du dernier exercice financier, soit en moyenne à 150 appels par mois. Dans la continuité des années précédentes, environ deux tiers des appelants étaient des femmes. À peine plus de 50 % des appelants souhaitaient obtenir des renseignements généraux et des ressources sur les questions du droit de la famille, les questions liées à la garde et aux droits de visite étaient les plus souvent posées. Quant à l'aide concernant les démarches judiciaires, 11 % des appels visaient la pension alimentaire pour enfants, 14 % visaient la garde et les droits de visite et 18 % visaient la procédure de divorce. La ligne d'information offre des services dans les deux langues officielles. Près de 20 % des appelants ont reçu un service en français.

Ateliers sur le droit de la famille à l'intention des plaideurs sans avocat

Dans les rapports annuels antérieurs, nous avons décrit l'atelier sur le droit de la famille comme étant un projet spécial. Toutefois, en raison du financement ciblé que nous accordent depuis deux ans le ministère de la Justice et de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick et la Fondation pour l'avancement du droit du Nouveau-Brunswick, nous avons décidé d'inscrire les ateliers dans la catégorie des programmes et services centraux. Les cours comptaient plus de 200 inscrits et nous avons fourni aux participants plus de

6 400 publications incluses dans la trousse d'atelier (très appréciée) en droit de la famille. Nous nous efforçons de venir en aide aux populations vivant à l'extérieur des grands centres urbains en raison des plus grandes difficultés d'accès à l'information en matière de droit. Le taux de participation a affiché une baisse de 13 % par rapport à l'année précédente en raison du roulement de personnel continu et de la réduction des fonds réservés à la promotion et aux médias sociaux. Néanmoins, nous avons organisé 35 ateliers, dont 29 ont été offerts. Sur les sept ateliers organisés en français, nous en avons tenu quatre avec succès, notamment dans les collectivités rurales de Caraquet, d'Edmundston et de Shediac. Les commentaires d'évaluation reçus de la part des participants et des avocats s'avèrent extrêmement positifs.

Sites Web

SPEIJ-NB (www.legal-info-legale.nb.ca) : Notre site principal donne également accès à l'essentiel des ressources publiées sur les sites spécialisés. Au cours de la dernière année, le site du SPEIJ-NB a attiré 193 668 visiteurs uniques, dont 82,3 % étaient de nouveaux visiteurs. Au total, ce sont 384 074 pages vues qui ont été recensées. Les internautes du Canada ont effectué 78 % des visites. Dans l'ensemble, les trois premières ressources en anglais qui ont été consultées dans le cadre de visiteurs uniques étaient : No Means No, Peace Bonds and Restraining Orders et Probate of the Will. Les ressources françaises qui ont été les plus consultées étaient Ce que les parents devraient savoir sur la protection de l'enfance, La fonction d'exécuteur testamentaire et Lorsqu'un couple se sépare.

Droit de la famille NB (www.familylawnb.ca) : Le site a enregistré 32 648 visites du côté anglais et 4 365 visites du côté français, ce qui correspond à 37 013 visites pour les deux sites Web et à 166 679 pages vues. Le nombre de nouveaux utilisateurs sur nos sites s'élève à plus de 36 305. Pour les ressources en anglais, les pages les plus consultées étaient Separation and Divorce, Doing Your Own Divorce et Child Support. Les pages en français les plus consultées étaient Pension alimentaire pour enfants, Formulaires relatifs au droit de la famille et Trouver un avocat / Obtenir de l'aide.

PUBLICATIONS ET ACTIVITÉS DE DIFFUSION

Comme nous proposons plus de 200 publications, la demande de ressources en format papier reste élevée. Au cours de la dernière année, le SPEIJ-NB a distribué quelque 70 000 publications. La majorité de ces publications sont gratuites pour les quantités inférieures à 50, et peuvent être consultées sur nos sites Web, dans les bibliothèques et les organismes communautaires de toute la province. Cette année, l'accent a été placé sur la révision et la réimpression :

- Testaments et planification successorale (série de cinq dépliants)
- Procuration
- Le droit à la portée de la population
- Vous et votre avocat
- Plusieurs autres documentations comportent des changements minimes.

PROJETS ET CONTRATS

Planification de la sécurité destinée aux victimes de violence entre partenaires intimes

Le SPEIJ-NB a conclu un partenariat de cinq ans avec les Services aux victimes du ministère de la Justice et de la Sécurité publique afin d'établir une étroite collaboration dans le but de créer un plus grand nombre de ressources pour les victimes d'actes criminels et de mettre à jour l'ensemble des ressources existantes. La première année du partenariat a été axée sur la production d'une trousse de ressources liée à la planification de la sécurité à l'intention du personnel provincial des Services aux victimes qui intervient auprès de femmes subissant de la violence de la part d'un partenaire intime. En plus de la documentation classique liée aux plans de sécurité, la composante centrale de la trousse de planification est réellement l'outil d'autoassistance destiné aux femmes qui continuent de vivre dans une relation de violence. Élaboré par la directrice générale de SPEIJ-NB, Deborah Doherty, Ph. D., l'outil fondé sur des données probantes vise à refléter les réalités sociales, culturelles et géographiques des femmes néo-brunswickoises. L'outil s'appuie sur les conclusions d'une équipe de recherche spécialisée en violence familiale dans les milieux ruraux qui montrent que, pour une variété de raisons stratégiques, les femmes vivant dans de petites localités et collectivités rurales sont, d'après leurs sentiments, plus susceptibles de rester dans une relation de violence que les femmes des zones urbaines. Dans ces cas, très peu de mesures sont souvent prises pour améliorer leur sécurité. L'outil a également été étayé par une analyse des homicides conjugaux commis à l'encontre des femmes au Nouveau-Brunswick, qui laisse à penser que la concentration des facteurs de risque de létalité tend à différer de ceux qui sont indiqués à l'échelle nationale. Pour assurer une mise en œuvre des plus efficaces, le SPEIJ a offert à tout le personnel des Services aux victimes de la province une formation de deux jours consacrée à la planification de la sécurité.

L'outil Des stratégies pour mieux se protéger vient compléter les quatre nouveaux outils de planification de la sécurité. Un organigramme a été conçu pour aider les professionnels à mieux déterminer les types d'outils appropriés d'après la situation de la cliente. Étant donné que les femmes sont priées de conserver leur plan dans un endroit sûr, à l'abri du regard du partenaire, nous avons créé une carte de portefeuille, intitulée Stratégies pour un départ plus sûr, pour leur permettre de garder les importants numéros de contact.

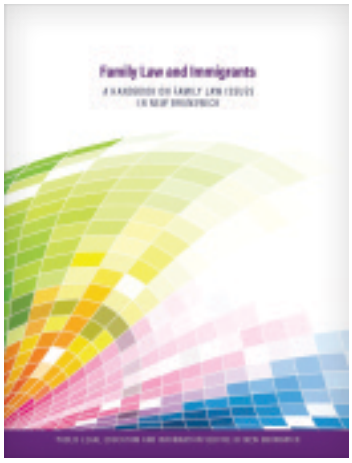
Ces outils sont publiés sur le site Web de SPEIJ-NB et de Droit de la famille NB et sont dotés d'un bouton de **sortie rapide**. Ils figurent également sur le site Web des Services aux victimes.

- Vivre dans une relation violente : Stratégies pour mieux se protéger
- Plan de sécurité : Partir en cas d'urgence
- Plan de sécurité : Après avois mis fin à une relation violente
- Plan de sécurité : Internet
- Plan de sécurité pour les enfants : Quelqu'un fait mal à maman
- Mes contacts : Stratégies pour mieux se protéger
- Diagramme de flux : Planification de la sécurité pour les femmes

Droit de la famille et immigrants

Au cours de l'exercice financier 2015-2016, nous avons publié en plusieurs langues de nouvelles brochures intitulées Droit de la famille à l'intention des immigrants. Nous souhaitions poursuivre notre lancée et amplifier nos efforts pour soutenir les nouveaux arrivants. Le but était de promouvoir l'accès au système de justice familiale. Les initiatives ci-dessous ont été réalisées grâce au soutien financier du Fonds de soutien des familles de Justice Canada.

- **Droit de la famille et immigrants**
  Au cours de l'exercice financier 2015-2016, nous avons publié en plusieurs langues de nouvelles brochures intitulées Droit de la famille à l'intention des immigrants. Nous souhaitions poursuivre notre lancée et amplifier nos efforts pour soutenir les nouveaux arrivants. Le but était de promouvoir l'accès au système de justice familiale. Les initiatives ci-dessous ont été réalisées grâce au soutien financier du Fonds de soutien des familles de Justice Canada.



- **Droit de la famille à l'intention des immigrants : Manuel abordant diverses questions relatives au droit de la famille au Nouveau-Brunswick**
  Le manuel dresse la recherche compilée entourant les questions relatives au droit de la famille à l'intention des immigrants. Nous avons recueilli une telle quantité de renseignements importants en matière de droit que nous avons décidé de transformer ce manuel en un guide complet et détaillé. Ce manuel de 52 pages est devenu une ressource électronique de référence, contenant d'excellents hyperliens vers les réseaux de soutien des échelons fédéral, provincial et communautaire pour les immigrants. Il propose également des sujets non couverts dans la brochure, comme les mariages arrangés et forcés, les mutilations génitales féminines (MGF), l'enlèvement parental, et bien d'autres encore.

- **Campagne dans les médias sociaux**

Au début du mois de mars, nous avons commencé à travailler sur des annonces concernant une initiative visant à lancer un nouveau manuel sur le droit de la famille à l'intention des immigrants. Sur notre page Facebook, le taux d'audience (reach), la fonction Partager et la mention « J'aime » ont tous connu une augmentation. Nous avons créé plusieurs messages publicitaires dans les deux langues officielles au sujet du manuel et retenu les services d'une entreprise spécialisée en médias sociaux pour publier et optimiser stratégiquement les annonces pendant 30 jours. Par ces actions, notre audience cible a grimpé jusqu'à 37 273, et une part de 80 % était en réponse à nos publicités payées. Globalement, l'initiative a généré au total environ 1 000 engagements. De nombreuses observations et remarques positives ont été recueillies.

- **Diffusion et promotion**

Notre financement nous a permis d'imprimer le manuel et la brochure espagnole en nombre suffisant et d'envoyer de façon proactive ces ressources par la poste à chaque bibliothèque de la province, aux bureaux d'aide juridique spécialisés dans le droit familial, aux tribunaux de la Division de la famille, aux cabinets de pratique privée en droit familial et à divers organismes communautaires et d'aide aux immigrants. La présence de ces ressources aux bibliothèques locales confère un espace accueillant et abordable aux fins d'utilisation du manuel.

Le jour du lancement, nous avons publié un communiqué de presse. Nous avons également créé une note d'information bilingue concernant les nouvelles ressources et imprimé 250 exemplaires pour que cette note soit incluse dans toutes les trousses destinées à une conférence multiculturelle sur le réseautage. En plus d'afficher l'annonce lors de l'assemblée mi-hivernale de la Division du Nouveau-Brunswick de l'Association du Barreau canadien, les brochures ont été insérées dans les trousses de droit de la famille pour tous les ateliers offerts sur le droit de la famille et des immigrants.

Dans l'ensemble, nous avons diffusé environ 400 publications en un mois. À la suite de notre campagne sur les médias sociaux, de notre stratégie d'envoi postal, de notre communiqué de presse et de notre coup d'envoi de l'initiative, nous recevons à présent des demandes de la part de particuliers et d'organismes pour obtenir des exemplaires de nouvelles ressources.

- **Évaluation – Sondage des commentaires**

Afin d'obtenir les commentaires d'utilisateurs au sujet des nouvelles ressources, nous avons engagé un cabinet d'experts-conseils spécialisé en évaluation pour réaliser un sondage. Le sondage a été envoyé à quiconque ayant reçu l'une de nos ressources par la poste, ayant fait la demande pour en obtenir une ou ayant pris la ressource lors d'une activité éducative. Les secteurs couverts comprenaient entre autres les tribunaux, l'aide juridique, les cabinets de pratique privée, les groupes communautaires, les organisations multiculturelles, les bibliothèques et les immigrants. Près de 347 sondages ont été envoyés par courrier électronique. Un total de 96 répondants ont accédé à le sondage. Les personnes qui ont reçu les ressources ont été très satisfaites de la qualité de l'information. De nombreuses personnes utilisent déjà les ressources avec les clients, et jugent ces documents utiles et pertinents.

ACTIVITÉS **SPÉCIALES**

Lancement – Manuel à l'intention des immigrants

Le 20 mars 2017, nous avons organisé une réception en partenariat avec la Bibliothèque publique de Fredericton pour présenter le nouveau manuel sur le droit de la famille à l'intention des immigrants, ainsi que la brochure en espagnol. Près d'une cinquantaine de personnes se sont réunies pour ce lancement, et le ministre des Familles et des Enfants a prononcé quelques mots de félicitations au nom du ministère de la Justice et de la Sécurité publique. Nous sommes heureux de constater que les Services de bibliothèque ont répertorié ces nouvelles ressources dans leurs catalogues et que ces dernières sont disponibles dans près de 80 emplacements à travers le Nouveau-Brunswick.

Lancement du 20 mars : De gauche à droite : Clea Ward, présidente du SPEIJ; Jael Duarte, Conseil multiculturel du N.-B.; Deborah Doherty, directrice générale du SPEIJ, l'Hon. Stephen Horsman, ministre des Familles et des Enfants; Marisa Rojas, Association multiculturelle de Fredericton; et Sylvie Nadeau, Service de bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick.

Réception après le lancement.

Réception après le lancement.

Réception après le lancement.

Barbecue annuel

En 2016, nous avons organisé avec succès un thème nautique.

Barbecue annuel du SPEIJ-NB : De gauche à droite : Deborah, Chris, Jennifer, Judy, Spencer,

Merci à la maison de transition Gignoo pour ce délicieux gâteau melon d'eau – quelle belle surprise!

Encore une fois, nos membres du personnel, amis, partenaires, bailleurs de fonds et bénévoles des cabinets de pratique privée, de la communauté juridique, des facultés de droit et des organismes communautaires, nous nous sommes tous réunis autour de notre barbecue annuel. Il s'agit d'un petit geste visant à rendre hommage à toutes les personnes qui ont contribué d'innombrables façons à nos efforts visant à éduquer et à informer le public au sujet du droit. Merci à Costco Wholesale et à Sobeys de la rue Regent pour avoir contribué à notre réception.

APERÇU
FINANCIER 2016-2017

SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION ET D'INFORMATION JURIDIQUES DU NOUVEAU-BRUNSWICK INC.

État des Résultats

Exercice Clos le 31 mars 2017

	2017	2016
REVENUS		
Justice Canada	$ 94,348	$ 127,261
Revenus de projets divers	37,281	78,131
Ministère de la Sécurité publique du Nouveau Brunswick	71,744	91,598
Fondation pour l'avancement du droit au Nouveau Brunswick	90,000	90,000
Ministère de la Justice du Nouveau Brunswick	108,687	120,515
Direction de l'égalité des femmes	116,790	-
Ventes de publication et autres revenus	6,445	1,551
	525,295	509,056
DÉPENSES		
Administration	19,901	32,162
Conférences et voyages	9,806	5,412
Divers	5,426	35,037
Dépenses de bureau	30,871	19,497
Impression et distribution	74,031	69,549
Services professionnels	21,980	63,148
Salaires et avantages sociaux	226,155	238,760
	388,170	463,565
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	$ 137,125	$ 45,491

4

teed saunders doyle | accountants & advisors

An independent member of DFK

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux Conseil d'administration du Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick Inc.

Responsabilité de la Direction pour les États Financiers

Responsabilité de l'Auditeur

Opinion

Fredericton, Nouveau-Brunswick
le 23 juin, 2017

COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

NOTES